

Ce n'est qu'un début, aiguïsons le combat !

Le 29 janvier n'est que le début d'un processus à développer et le 19 mars aura été un moment fort de ce développement, après la grande victoire obtenue par le mouvement social guadeloupéen et martiniquais et dans un climat d'ébullition qui va de la lutte des enseignants-chercheurs à celles des hospitaliers, des luttes contre les suppressions d'emploi à celles pour les salaires et le pouvoir d'achat.

Jusqu'en septembre dernier, pouvant s'appuyer sur une certaine croissance, Sarkozy s'efforçait de cacher les contradictions de sa démagogie sur l'emploi et le pouvoir d'achat au service d'orientations hyper-libérales.

Depuis, avec l'exaspération inouïe de la crise systémique développant les récessions, il a été obligé de décider d'interventions publiques massives (quelque 435 milliards d'euros mobilisés) face aux difficultés très graves devenues évidentes. Mais en refusant de changer ses orientations hyper-libérales, il a commencé à rendre évidentes les impasses de sa politique tout en exaspérant les exigences de changement.

À la télévision le 5 février dernier, puis, à nouveau, le 18 février tout en multipliant les promesses vagues et les mesurette sous la pression du mouvement syndical uni, il a dû étaler ses contradictions, indiquant par la même, bien involontairement, des possibilités nouvelles de rassemblement contre-offensif sur une autre orientation.

D'un côté, il a développé sa démagogie sociale, au point de mettre en avant une prétendue répartition plus juste, jusqu'au partage des bénéfices. Il a tenté de relancer la thématique gaullienne de la participation, lui qui, pourtant, incarne une orientation hyper-libérale pour la rentabilité financière. Mais, pour arrêter ses prétendues mesures sociales nouvelles, il a annoncé qu'il s'en remettrait à des négociations qui pourraient durer jusqu'à six mois ! Il a confirmé son refus d'augmenter le SMIC et son acharnement à baisser les cotisations sociales patronales tirant vers le bas tous les salaires par l'accentuation de la concurrence entre salariés. Il a confirmé son opposition au soutien de la consommation et à une diminution de la TVA sur les produits de première nécessité.

Au nom d'une prétendue priorité à l'investissement public et, en fait, au capital, il a continué de justifier le massacre de l'emploi public et le rationnement des dépenses de fonctionnement des services publics si nécessaires pour promouvoir toutes les capacités humaines.

Alors qu'il avait affirmé, par ailleurs, vouloir faire des collectivités territoriales un fer de lance de l'investissement public, il n'a pas hésité, en écho aux exigences de Mme Parisot du MEDEF, à annoncer, pour 2010, la disparition de la taxe professionnelle, l'une des principales ressources de ces collectivités, et seul impôt incitant à une efficacité du capital des entreprises. Ce cadeau de 8 à 26 milliards d'euros accentuera l'irresponsabilité sociale et territoriale des entreprises, avec la relance de leurs gâchis financiers.

Avec sa promesse verbale du «*partage des profits*» en trois tiers, en écho à la colère qui gronde contre le «*siphonnage des profits par les actionnaires*» (sic), il a cherché à calmer le jeu en s'efforçant d'engager une tentative d'intégration des syndicats aux buts de rentabilité financière.

Mais, ce faisant, il a montré, à son corps défendant, le besoin d'autres règles de gestion des entreprises.

En soutenant les banques sans changer leurs critères, il fait la démonstration qu'un partage favorable aux travailleurs est impossible si on ne met pas en cause les règles capitalistes. Et que peut signifier le souhait affiché d'une part de profits revenant aux salariés si elle marche de pair avec le refus d'augmenter les SMIC et, donc, tous les salaires, de même qu'avec la compression des dépenses de protection sociale et de services publics suite à la diminution des impôts et des cotisations sociales ?

Derrière ces déclarations, il y a, notamment, tout l'aiguïement nouveau de la bataille sur les dividendes qu'est venu exaspérer la direction de Total, ses 14 milliards d'euros de profit et ses 550 licenciements. Il y a le durcissement du bras de fer entre les prélèvements financiers formidables du capital et le besoin de prélèvements publics et sociaux sur

les richesses produites pour développer les services publics. Il y a, fondamentalement, la montée de l'exigence d'une autre régulation systémique avec de nouveaux critères de gestion des entreprises, de nouveaux critères du crédit, de nouveaux critères des services publics contre la rentabilité financière. Et cela, pour les travailleurs et les populations, non seulement pour qu'augmente leur capacité de consommation, mais aussi pour que progressent leurs capacités en vue de l'efficacité sociale des productions.

Enfin, il y a, inséparablement, la nécessité de prolonger le vote «non» au referendum de 2005 par un nouveau vote à l'occasion des prochaines élections avec le «Front de Gauche», rejetant clairement le projet de traité de Lisbonne pour une réorientation profonde de l'Union européenne.

Tout cela invite les communistes à être très contre-offensifs avec leurs propositions.

C'est d'autant plus nécessaire qu'en relançant le thème du «partage de la valeur ajoutée», Sarkozy est obligé de se placer sur le terrain qu'essaye d'occuper de façon nouvelle le PS en gauchisant son discours et en mettant en cause l'insuffisance de consommation, mais sans changer ses orientations fondamentales sur les baisses de cotisations sociales qui favorisent la baisse du «coût salarial». Ainsi il refuse une augmentation conséquente des salaires, ne parle que du gel des suppressions d'emplois publics au lieu de l'expansion des services publics, en refusant de toucher aux critères de gestion et du crédit. Il accepte les principes du «pacte de stabilité» européen et, surtout, en ne changeant pas les critères, contre l'emploi, d'une BCE au service des marchés financiers.

Si on veut un tout nouveau partage des richesses, il faut les produire et les financer autrement avec des critères d'efficacité sociale des gestions, de nouveaux pouvoirs décisionnels pour les salariés sur le crédit sur les entreprises et sur les services publics.

C'est dire, après les mobilisations du 29 janvier et du 19 mars, l'importance de développer la bataille sur les

contre-propositions pour que le rassemblement qui se cherche ne se fasse pas récupérer vers des impasses qui, au nom d'une dynamique de front certes nécessaire, lui ferait gommer ses apports originaux audacieux et véritablement transformateurs.

Plus que jamais, il s'agit aujourd'hui de conjuguer développement des luttes, avancées de propositions alternatives cohérentes et vote.



Yves Dimicoli

Disparition de Jean-Jacques Philippe

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris la disparition de notre camarade Jean-Jacques Philippe, le 3 mars 2009. Membre du parti depuis ses jeunes années, énarque, haut fonctionnaire, professeur associé à l'Université de Paris I et directeur adjoint du cabinet d'Anicet Le Pors quand il était ministre de la Fonction publique pendant presque toute la période 81-84. Jean-Jacques a sans doute été le premier énarque communiste. Il était de la promotion «France combattante» (en même temps que Claude Cheysson), donc avant même l'arrêt Barel de 1954 (annulation par le Conseil d'État de la liste de candidature à l'ENA après élimination, du communiste Barel en raison de son appartenance au PCF par le ministre de la Fonction publique). Il était membre de la cellule universitaire de Paris I, et de la section Sorbonne Paris 5^e. Il a coopéré à la section économique et à *Économie et Politique* sur les questions de fiscalité, il était auteur d'un ouvrage sur la TVA, c'était un grand monsieur d'une gentillesse, d'une culture, d'un humour et d'une jeunesse exquis. Il était officier de la Légion d'honneur.

La rédaction